

## 5. DEPENSES

(En millions de francs — In miljoenen franken)

## 5. UITGAVEN

Art.	LIBELLES	Prévi-	Augmen-	Réduc-	Prévi-	TEKSTEN	Art
		sions initiales 1988	tations Vermeer- deringen	tions Vermin- deringen	sions nouvelles 1988		
	Oorspron- kelijke vooruit- zichten 1988				Nieuwe vooruit- zichten 1988		

## CHAPITRE 51

## HOOFDSTUK 51

511.01 Rémunération du personnel recruté à titre temporaire . . . . .	—	6,0	—	6,0	Bezoldiging van het personeel ten tijdelijk titel aangeworven.	511.01
513.02 Frais de déplacements . . . . .	—	—	—	—	Verplaatsingskosten . . . . .	513.02
Totaux pour le chapitre 51 . . . . .	—	6,0	—	6,0	Totalen voor hoofdstuk 51.	

## CHAPITRE 52

## HOOFDSTUK 52

525.01 Frais d'émission . . . . .	50,0	40,0	—	90,0	Kosten van uitgifte . . . . .	525.01
Totaux pour le chapitre 52 . . . . .	50,0	40,0	—	90,0	Totalen voor hoofdstuk 52.	

## CHAPITRE 53

## HOOFDSTUK 53

535.01 Intérêts sur emprunts contractés . . . . .	13 240,0	—	—	13 240,0	Interesten op aangegeven leningen . . . . .	535.01
Totaux pour le chapitre 53 . . . . .	13 240,0	—	—	13 240,0	Totalen voor hoofdstuk 53.	

## CHAPITRE 56

## HOOFDSTUK 56

560.01 Amortissements d'emprunts . . . . .	6 146,0	—	—	6 146,0	Delging van leningen . . . . .	560.01
03 Remboursements d'avances . . . . .	—	8 228,5	—	8 228,5	Terugbetaling van voorschotten . . . . .	03
06 Placements divers . . . . .	—	—	—	—	Diverse beleggingen . . . . .	06
09 Emprunts accordés aux communes . . . . .	12 822,0	—	—	12 822,0	Leningen toegestaan aan gemeenten . . . . .	09
Totaux pour le chapitre 56 . . . . .	18 968,0	8 228,5	—	27 196,5	Totalen voor hoofdstuk 56.	
Totaux pour les dépenses . . . . .	32 258,0	8 274,5	—	40 532,5	Totalen voor de uitgaven.	
SOLDE Compte courant au 31 décembre . . . . .				4 003,7	SALDO Lopende rekening op 31 december.	

## F. 89 — 1404

Arrêté royal relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police

## N. 89 — 1404

Koninklijk besluit betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie

## F. 89 — 1405

Arrêté royal relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale

## N. 89 — 1405

Koninklijk besluit betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie

## RAPPORT AU ROI

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Les projets d'arrêtés que le Gouvernement a l'honneur de proposer à Votre signature visent pour la première fois à fêter de façon générale la formation du cadre moyen des corps de police communale.

Une société moderne pose aux services de police communaux des exigences sans cesse accrues d'organisation, d'efficacité et d'aptitude professionnelle dans l'exercice de missions de police administrative et judiciaire et de missions d'assistance à la population. La loi du 11 février 1986 modifiant la loi communale a prévu à cet effet un cadre légal général pour la police communale.

De ontwerpen van besluit die de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen, strekken er toe voor het eerst de opleiding van het middenkader bij de gemeentepolitiekorpsen op een algemene wijze te regelen.

Een moderne samenleving stelt aan de gemeentelijke politie-diensten steeds hogere eisen van organisatie, doelmatigheid en beroepsbekwaamheid bij de uitoefening van opdrachten van administratieve en gerechtelijke politie en van hulpverlening aan de bevolking. De wet van 11 februari 1986 tot wijziging van de gemeentewet heeft hiervoor voor de gemeentepolitie in een algemeen wettelijk kader voorzien.

Après avoir organisé la sélection et le recrutement et la formation de base des policiers communaux et des gardes champêtres de telle manière que le personnel de police soit mieux en mesure de relever les multiples défis de l'actuel travail de police, il importait de consacrer l'attention nécessaire aux diverses fonctions du cadre moyen dans les corps de police communale ayant un caractère urbain.

La promotion aux grades d'inspecteur et inspecteur principal de police est pour la première fois réglée d'une façon générale : il s'agit de promotions au sein du corps de police communale intéressé, pour lesquelles est requise, du moins en ce qui concerne la promotion au grade d'inspecteur de police, une qualification particulière sur le plan de la formation, à savoir le certificat d'inspecteur de police.

En prévoyant expressément que les candidats qui sont déjà titulaires du brevet du candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi sont dispensés du certificat d'inspecteur de police, on reconnaît qu'il existe une hiérarchie dans les brevets et certificats délivrés par les écoles de police chargées de la formation des officiers et par les centres d'entraînement et d'instruction agréés. La dispense prévue à l'article 6, 3<sup>e</sup> alinéa, ne peut donc nullement être comprise comme une assimilation de brevets et de certificats. Au contraire, il est en l'occurrence expressément reconnu que les brevets susvisés sont supérieurs au certificat d'inspecteur de police et donnent donc à fortiori accès aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal.

Cela signifie également que, nonobstant le fait qu'il ait obtenu cette promotion sur production d'un ou des deux brevets, l'inspecteur (principal) de police, titulaire du brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint ou d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, continue à disposer des qualifications de diplôme requises pour la nomination aux grades supérieurs respectivement de commissaire (adjoint) de police et d'inspecteur principal de première classe.

Dans l'arrêté relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police figure un programme de cours minimum de 350 heures axé en tout état de cause sur la description des fonctions généralement remplies par les inspecteurs principaux et inspecteurs dans le cadre moyen d'un corps de police communale. Les cours dispensés doivent dès lors expressément se fonder sur les connaissances acquises durant la formation de base de policier communal et l'expérience recueillie entre-temps dans la pratique quotidienne de police.

Pour chaque groupe de branches (formation juridique, générale et sociopsychologique, technique professionnelle et pratique et physique) sont indiqués un nombre minimum d'heures de cours et la matière imposée. Il est loisible au pouvoir organisateur de tout centre d'entraînement et d'instruction de fixer pour chaque cours le nombre d'heures de cours ou même d'ajouter des cours au programme minimum. Le programme détaillé des cours doit toutefois être soumis à l'approbation préalable du Ministre de l'Intérieur. Ce faisant, le caractère décentralisé de la formation de la police communale est entériné de sorte que celle-ci puisse rencontrer les besoins régionaux spécifiques et les orientations propres que les autorités administratives et judiciaires locales entendent voir confirmées.

Dans certaines écoles provinciales de police et centres d'entraînement et d'instruction agréés ont été dispensés, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, des cycles de formation dont la portée dépasse la formation de base de policier communal ou de garde champêtre et pour lesquels le brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police n'a pas été délivré.

Certains de ces cycles de formation étant, du point de vue de la durée et du contenu, jugés équivalents à l'enseignement prévu par le présent arrêté pour le certificat d'inspecteur de police, ceux-ci peuvent à titre de mesure transitoire être reconnus comme formation du cadre moyen par arrêté ministériel distinct.

Les demandes formulées à cette fin par le pouvoir organisateur des écoles et des centres d'entraînement et d'instruction agréés seront examinées cas par cas par le Ministre de l'Intérieur.

L'arrêté royal du 14 novembre 1986 (IV) a fixé les dispositions générales relatives à la nomination au grade d'inspecteur principal de première classe dans la police urbaine. L'article 2, 2<sup>o</sup> dudit arrêté exige pour cette nomination la possession soit du brevet de candidat

Nadat de selectie en recruting en de basisopleiding van gemeentelijke politieagenten en veldwachters zodanig werden georganiseerd dat dit politiepersoneel beter moet opgewassen zijn tegen de veelzijdige uitdagingen van het eigentijds politiewerk, moest de nodige aandacht worden geschonken aan de verschillende middenkaderfuncties in gemeentepolitiekorpsen met een stedelijk karakter.

De bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie wordt voor het eerst op een algemene wijze geregeld : het gaat om bevorderingen binnen het betrokken gemeentepolitiekorps, waarvoor, tenminste voor wat de bevordering tot de graad van inspecteur van politie betreft, een bijzondere opleidingskwalificatie, m.n. het getuigschrift van inspecteur van politie, is vereist.

Door er uitdrukkelijk in te voorzien dat de gegadigden, die reeds houder zijn van het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, worden vrijgesteld van het getuigschrift van inspecteur van politie, wordt erkend dat er een hiërarchie bestaat in de brevetten en getuigschriften die de erkende politiescholen voor officierenopleiding en de trainings- en opleidingscentra afleveren. De vrijstelling waarin is voorzien in artikel 6, 3<sup>e</sup> alinea, mag dus geenszins worden begrepen als een gelijkstelling van brevetten en getuigschriften. Wel integendeel, er wordt hier uitdrukkelijk erkend dat de hierboven genoemde brevetten hoger zijn dan het getuigschrift van inspecteur van politie en dus a fortiori toegang verlenen tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur.

Dit betekent evenzeer dat, ongeacht het feit dat hij op voorlegging van één of beide brevetten deze bevordering bekwaam, de (hoofd-)inspecteur van politie, houder van het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris of van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, over de vereiste diplomakwalificaties voor de benoeming tot de hogere graden van respectievelijk (adjunct-) commissaris van politie en hoofdinspecteur eerste klasse blijft beschikken.

In het besluit betreffende de opleiding en bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie is een 350 uren tellend minimumlessenprogramma opgenomen dat vanzelfsprekend geënt is op de beschrijving van de functies die doorgaans door de hoofdinspecteurs en inspecteurs in het middenkader van een gemeentepolitiekorps worden ingevuld. Het verstrekte onderricht moet dan ook uitdrukkelijk voortbouwen op de kennis verworven tijdens de basisopleiding tot gemeentelijk politieagent en de ervaring die ontstonden in de dagelijkse politiepraktijk werd opgedaan.

Voor elke vakengroep (juridische, algemene en socio-psychologische, beroepstechnische en praktische en lichamelijke vorming) worden telkens een minimum aantal lesuren en de verplichte leerstof aangegeven. Het staat de inrichtende macht van elk trainings- en opleidingscentrum vrij voor elke cursus het aantal lesuren vast te stellen of zelfs cursussen aan het minimumprogramma toe te voegen. Het gedetailleerde lessenprogramma dient wel aan de voorafgaandelijke goedkeuring van de Minister van Binnenlandse Zaken te worden voorgelegd. Hiermede wordt het gedecentraliseerde karakter van de opleiding van de gemeentepolitie bevestigd zodat deze kan inspelen op « specifieke » regionale behoeften en op de eigen beleidsaccenten die plaatselijke administratieve en gerechtelijke overheden willen bevestigd zien.

In sommige erkende provinciale politiescholen en trainings- en opleidingscentra werden, voor het van kracht worden van dit besluit, opleidingscycli verstrekt, die verder reiken dan de basisopleiding tot gemeentelijke politieagent of veldwachter en ook niet met het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie worden afgesloten.

Omdat sommige van deze opleidingscycli zowel wat duur als inhoud betreft gelijkwaardig mogen worden geacht met het onderricht dat bij dit besluit voor het getuigschrift van inspecteur van politie wordt voorzien, kunnen deze bij wijze van overgangsmaatregel bij afzonderlijk ministerieel besluit als middenkaderopleiding worden erkend.

Aanvragen hiertoe vanwege de inrichtende macht van de erkende scholen en trainings- en opleidingscentra zullen geval per geval door de Minister van Binnenlandse Zaken worden onderzocht.

Het koninklijk besluit van 14 november 1986 (IV) stelde de algemene bepalingen vast voor de benoeming tot de graad van hoofdinspecteur eerste klasse bij de stedelijke politie. Bij artikel 2, 2<sup>o</sup> van voormeld besluit wordt voor deze benoeming het bezit vereist van

commissaire et commissaire adjoint de police, prévu par l'arrêté royal du 12 avril 1965, soit du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Le deuxième arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature prévoit un programme de cours minimum de 360 heures qui doit précéder l'examen organisé par un centre d'entraînement et d'instruction agréé, ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de subventions du Ministère de l'Intérieur en vue de dispenser cette formation.

Lorsque les deux arrêtés auront produit leur plein et entier effet, la police communale pourra elle aussi en toutes circonstances compter sur un cadre moyen qui grâce notamment à une formation obligatoire sera à même d'apporter une contribution spécifique et très précieuse aux nombreuses tâches auxquelles elle est confrontée au seuil du 21e siècle.

En tenant compte des responsabilités propres et très importantes des diverses autorités administratives et judiciaires compétentes, il appartenait au Gouvernement d'y apporter une contribution significative.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBCA

**13 JUILLET 1989. — Arrêté royal relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police**

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu les articles 189 et 227 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1987;

Vu le protocole du Comité des services publics provinciaux et locaux du 16 mai 1989;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 31 mai 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le certificat d'inspecteur de police est délivré à certains membres de la police communale à l'issue d'une formation organisée par les centres d'entraînement et d'instruction agréés et après la réussite des examens qui clôturent cette formation.

Les centres d'entraînement et d'instruction sont ceux agréés par le Ministre de l'Intérieur conformément à l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres.

**Art. 2.** Le pouvoir organisateur du centre d'entraînement et d'instruction agréé visé à l'article 1er, doit :

1<sup>o</sup> organiser un cycle de cours de 350 heures au minimum, réparties comme suit et comportant notamment :

A. Formation juridique (55 heures) :

a) Droit pénal.

b) Droit public, et en particulier la loi du 11 février 1986 sur la police communale et la législation en matière d'ordre public et de sécurité publique.

hetzij het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie, bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965, hetzij het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

Het tweede besluit, dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen, voorziet in het minimum lessenprogramma van 360 uren dat aan het examen, georganiseerd door een erkend trainings- en opleidingscentrum, dient vooraf te gaan, evenals in de voorwaarden die dienen te worden vervuld om voor het verstrekken van deze opleiding te kunnen genieten van subsidies vanwege het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Wanneer de beide besluiten hun volle uitwerking zullen hebben zal ook de gemeentepolitie in alle omstandigheden kunnen rekenen op een middenkader dat mede dank zij een verplichte opleiding een eigen en zeer waardevolle bijdrage kan leveren bij de veelzijdige taken waarvoor zij zich op de drempel van de 21ste eeuw geplaatst ziet.

Met inachtneming van de eigen en zeer belangrijke verantwoordelijkheden van de verschillende bevoegde administratieve en gerechtelijke overheden, kwam het de Regering toe hiervoor een belangrijke bijdrage te leveren.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majestie,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBCA

**13 JULI 1989. — Koninklijk besluit betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 189 en 227 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 maart 1987;

Gelet op het protocol van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten van 16 mei 1989;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 31 mei 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het getuigschrift van inspecteur van politie wordt aan sommige leden van de gemeentepolitie uitgereikt nadat ze een opleiding hebben gevolgd die is georganiseerd door de erkende trainings- en opleidingscentra en nadat ze zijn geslaagd voor de examens die deze opleiding afsluiten.

De trainings- en opleidingscentra zijn die welke door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters.

**Art. 2.** De inrichtende macht van het erkende trainings- en opleidingscentrum bedoeld in artikel 1, moet :

1<sup>o</sup> een cyclus organiseren van ten minste 350 uren, die als volgt zijn verdeeld en inzonderheid inhouden :

A. Juridische vorming (55 uren) :

a) Strafrecht.

b) Publiek recht, en inzonderheid de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie en de wetgeving inzake openbare orde en openbare veiligheid.

c) Droit civil, et en particulier notions de droit des personnes et de la famille.

d) Droit social, et en particulier le Règlement général pour la Protection du Travail.

e) Droit judiciaire, et en particulier les actes officiels des notaires et des huissiers de justice.

**B. Formation générale et socio-psychologique (85 heures) :**

a) Psychologie, y compris notions de psychologie sociale.

b) Sociologie, notions introductives.

c) Aptitudes sociales et techniques de conversation.

d) Formation sociale et actualité.

e) Déontologie.

f) Organisation policière.

**C. Formation professionnelle, technique et pratique (175 heures) :**

a) Prévention des délit.

b) Technique de circulation.

c) Management en fonctions de première ligne et commandement.

d) Administration policière.

e) Statistique : notions introductives et applications dans la statistique criminelle intégrée.

f) Informatique.

g) Techniques de maintien de l'ordre public.

h) Etude de cas particuliers, exercices pratiques ou cours en option, sur proposition du pouvoir organisateur du centre d'instruction.

**D. Formation physique (35 heures) :**

a) Auto-défense.

b) Education physique et sport.

2<sup>e</sup> soumettre le programme de cours détaillé à l'approbation préalable du Ministre de l'Intérieur;

3<sup>e</sup> organiser au moins une fois par an un cycle de cours du jour, sauf si le nombre d'inscriptions ne dépasse pas vingt-cinq candidats;

4<sup>e</sup> se soumettre à l'inspection dont les modalités sont fixées par le Ministre de l'Intérieur;

5<sup>e</sup> lors de chaque cycle de cours et de session d'exams, communiquer au Ministre de l'Intérieur les informations suivantes :

a) le programme détaillé des exams;

b) la composition du corps professoral;

c) les règles de constitution du jury d'examen;

d) l'horaire des cours et des exams;

e) les cotations minimales requises pour la délivrance du brevet;

f) le nombre et l'identité des élèves inscrits ayant régulièrement suivi les cours, participé aux exams et obtenu le certificat, ainsi que le corps de police communale auquel ils appartiennent.

**Art. 3.** Pour être admis à la formation visée à l'article 2, 1<sup>e</sup>, les candidats doivent :

1<sup>e</sup> être membre d'un corps de police communale;

2<sup>e</sup> avoir une autorisation de l'autorité communale donnée après un avis motivé du chef de corps, cet avis étant communiqué au membre du personnel concerné.

Pour être admis à l'examen les candidats doivent avoir assisté régulièrement aux cours.

**Art. 4.** La présence aux cours et la participation aux exams sont assimilées à des périodes d'activité de service.

**Art. 5.** Nul ne peut se présenter plus de trois fois à l'examen organisé en vertu du présent arrêté, quel que soit le centre d'entraînement et d'instruction.

**Art. 6.** Pour la promotion au grade d'inspecteur de police, il faut remplir au moins les conditions suivantes :

1<sup>e</sup> être membre du corps de police communale;

2<sup>e</sup> être titulaire du certificat d'inspecteur de police délivré après la réussite de l'examen organisé, à l'issue d'un cycle de formation portant au minimum sur les matières énumérées à l'article 2, 1<sup>e</sup>, du présent arrêté, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé par le Ministre de l'Intérieur conformément à l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres;

c) Burgerlijk recht, en inzonderheid begrippen van personen- en familierecht.

d) Sociaal recht, en inzonderheid het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming.

e) Gerechtelijk recht, en inzonderheid de ambtsverrichtingen van notarissen en gerechtsdeurwaarders.

**B. Algemene en socio-psychologische vorming (85 uren) :**

a) Psychologie, m.i.v. begrippen van sociale psychologie.

b) Sociologie, inleidende begrippen.

c) Sociale vaardigheden en gesprekstechnieken.

d) Maatschappelijke vorming en actualiteit.

e) Deontologie.

f) Politie-organisatie.

**C. Beroepstechnische en praktische vorming (175 uren) :**

a) Voorkoming misdrijven.

b) Verkeerstechniek.

c) Management in eerste lijnsfuncties en leidinggeven.

d) Politie-administratie.

e) Statistiek : inleidende begrippen en toepassingen in de geïntegreerde criminale statistiek.

f) Informatica.

g) Technieken van handhaving van openbare orde.

h) Bijzondere gevallenstudie, praktische oefeningen of keuzevakken, op voorstel van de inrichtende macht van het opleidingscentrum.

**D. Lichamelijke vorming (35 uren) :**

a) Zelfverdediging.

b) Lichamelijke opvoeding en sport.

2<sup>e</sup> het gedetailleerde lessenprogramma aan de voorafgaandelijke goedkeuring van de Minister van Binnenlandse Zaken voorleggen;

3<sup>e</sup> ten minste eens per jaar een cyclus van daglessen organiseren, behalve wanneer het aantal inschrijvingen vijftig kandidaten niet overschrijdt;

4<sup>e</sup> zich onderwerpen aan een inspectie waarvan de nadere regels door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld;

5<sup>e</sup> bij elke lessencyclus en examensessie de hiernavolgende gegevens mededelen aan de Minister van Binnenlandse Zaken :

a) het uitvoerig programma van de exams;

b) de samenstelling van het lerarenkorps;

c) de regelen inzake de samenstelling van de examencommissie;

d) de lessen- en examenroosters;

e) de vereiste minimuimcijfers voor de uitreiking van het brevet;

f) het aantal en de identiteit van de ingeschreven leerlingen die regelmatig de lessen hebben gevolgd, aan de exams hebben deelgenomen en het getuigschrift hebben behaald, evenals het gemeente-politiekorps waartoe zij behoren.

**Art. 3.** Om te worden toegelaten tot de opleiding bedoeld in artikel 2, 1<sup>e</sup>, moeten de gegadigden :

1<sup>e</sup> lid zijn van een gemeente-politiekorps;

2<sup>e</sup> de toestemming hebben van de gemeentelijke overheid, verleend na een met redenen omkleed advies van de korpschef, dat aan het betrokken personeelslid wordt medegedeeld.

Om tot het examen te worden toegelaten moeten de kandidaten regelmatig de lessen bijgewoond hebben.

**Art. 4.** De aanwezigheid bij de lessen en het deelnemen aan de exams worden gelijkgesteld met periodes van actieve dienst.

**Art. 5.** Ongeacht het trainings- en opleidingscentrum mag niemand zich meer dan driemaal aanmelden voor het krachtens dit besluit georganiseerde examen.

**Art. 6.** Voor de bevordering tot de graad van inspecteur van politie moeten ten minste de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1<sup>e</sup> lid zijn van het gemeente-politiekorps;

2<sup>e</sup> houder zijn van het getuigschrift van inspecteur van politie dat wordt uitgereikt na het slagen voor het examen dat, na een lessencyclus die ten minste handelt over de leerstof opgesomd in artikel 2, 1<sup>e</sup>, van dit besluit, georganiseerd wordt door een trainings- en opleidingscentrum dat door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend is overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters;

3<sup>e</sup> compter au moins six ans d'ancienneté dans le corps de police communale.

Le chef de corps donne un avis motivé sur les candidatures, cet avis étant communiqué au membre du personnel concerné.

Sont dispensés du certificat d'inspecteur de police les titulaires :

— soit du brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police, prévu par l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police;

— soit du brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, prévu par l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale.

**Art. 7.** Pour la promotion au grade d'inspecteur principal, le candidat doit être titulaire du grade d'inspecteur de police.

**Art. 8.** Pour bénéficier d'une subvention, le pouvoir organisateur du centre d'entraînement et d'instruction agréé doit faire parvenir au Ministre de l'Intérieur, avant le 30 septembre de chaque année, un rapport dans lequel figurent toutes les informations énoncées à l'article 2, 5<sup>e</sup> du présent arrêté royal.

Pour autant que quinze élèves au moins soient régulièrement inscrits et aient assisté aux cours, la subvention par élève est fixée à une somme de 50 000 F. Cette somme est rattachée au chiffre 139,13 de l'indice des prix à la consommation, base 1981 = 100; pour le reste, les modalités de calcul et de liquidation prévues par les articles 11 à 13 de l'arrêté du 7 novembre 1983, sont d'application.

Le montant des subventions accordées peut être réduit proportionnellement au montant des crédits disponibles pour l'année de référence, inscrits à cet effet au Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

La subvention peut comprendre une intervention dans les frais de déplacement des élèves, ainsi que mentionné à l'article 11 de l'arrêté royal ci-dessus.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 6, alinéa premier, 2<sup>e</sup>, les membres visés à l'article 6 peuvent être promus aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police pour autant qu'ils soient, au 31 décembre 1989 au plus tard, titulaires d'un certificat délivré par un centre d'entraînement et d'instruction agréé, et ce pour autant que ce certificat réponde aux conditions fixées par le Ministre de l'Intérieur.

Les conditions de promotion au grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police, arrêtées par le conseil communal avant le 1er mai 1989, restent d'application pour les emplois à conférer avant le 31 décembre 1994.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1989.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

**13 JUILLET 1989.** — Arrêté royal relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;  
Vu les articles 194 et 227 de la nouvelle loi communale;

3<sup>e</sup> ten minste zes jaar ancienniteit tellen bij het gemeentepolitiekorps.

De korpschef geeft een met redenen omkleed advies over de kandidaturen, welk advies aan het betrokken personeelslid medege-deeld wordt.

Worden vrijgesteld van het getuigschrift van inspecteur van politie de houders van :

— hetzij het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie, bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie;

— hetzij het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie.

**Art. 7.** Voor de bevordering tot de graad van hoofdinspecteur, moet de gegadigde bekled zijn met de graad van inspecteur van politie.

**Art. 8.** Om subsidie te genieten moet de inrichtende macht van het erkende trainings- en opleidingscentrum, voor 30 september van elk jaar, de Minister van Binnenlandse Zaken een rapport doen toekomen waarin alle gegevens, vermeld onder artikel 2, 5<sup>e</sup>, van dit koninklijk besluit zijn opgenomen.

Voor zover ten minste vijftien leerlingen regelmatig zijn ingeschreven en de lessen hebben bijgewoond, wordt de subsidie per leerling vastgesteld op 50 000 frank. Dit bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer 139,13 van de consumptieprijsen, basis 1981 = 100; voor het overige zijn de berekenings- en de betalingsmodaliteiten bepaald bij de artikelen 11 tot en met 13 van het koninklijk besluit van 7 november 1983, van toepassing.

Het bedrag van de toegekende subsidies kan worden verminderd in verhouding tot de kredieten die voor het referentiejaar op de Begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt voor dit doel zijn ingeschreven.

De subsidie kan een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten van de leerlingen omvatten, zoals aangegeven in artikel 11 van het voormeld koninklijk besluit.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 6, eerste lid, 2<sup>e</sup>, kunnen de in artikel 6 bedoelde leden tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie worden bevorderd voor zover zij ten laatste op 31 december 1989 houder zijn van een getuigschrift, aangegeven door een erkend opleidings- en trainingscentrum, voor zover dat getuigschrift voldoet aan de eisen gesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

De bevorderingsvooraarden tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie, door de gemeenteraad vastgesteld vóór 1 mei 1989, blijven van toepassing voor de betrekkingen die te begeven zijn vóór 31 december 1994.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1989.

**Art. 11.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

**13 JULI 1989.** — Koninklijk besluit betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 194 en 227 van de nieuwe gemeentewet;